JEAN KELLER
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE QUAERO CAPITAL

Un œil sur la place

«*Shine, Baby, Shine*»

Dès son investiture, le nouveau président américain a annoncé la fin des plans de soutien à la transition énergétique, un net assouplissement des différentes réglementations de protection de l'environnement et un retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris. Il est donc légitime de craindre un coup d'arrêt en matière de progression de l'économie américaine vers la neutralité carbone.

Le plan massif de réduction de l'inflation (IRA) voté en 2022 pourrait également être partiellement démantelé, notamment les crédits d'impôt qui ont été un facteur de soutien majeur pour le secteur des énergies renouvelables. L'impact serait notable pour des industries comme les véhicules électriques, les panneaux photovoltaïques de toiture ou l'éolien offshore.

La réalité n'est pas si simple

Si ces annonces sont naturellement négatives pour la transition énergétique, il faut être conscient que Donald Trump n'est pas dans une situation très favorable pour imposer une sortie totale de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique ou une abrogation complète de l'IRA.

En effet, il ne dispose pas d'une majorité absolue dans le camp républicain et certains Etats «rouges» dépendent économiquement de la transition énergétique, qui assure un grand nombre d'emplois. De plus, il n'est pas inutile de rappeler que Tesla, et donc Elon Musk, est l'un des premiers bénéficiaires des aides aux véhicules électriques et aux stations de recharge. On peut donc espérer que la réalité soit moins violente que les annonces initiales.

Il faut également tenir compte de la réalité: les besoins en électricité sont appelés à croître de 20% d'ici à 2030, ne serait-ce qu'en raison de l'appétit insatiable de l'ogre IA. Or, la mise en œuvre d'installations d'énergie renouvelable, qu'il s'agisse de parcs éoliens ou de centrales solaires, est bien plus rapide que la construction de leur équivalent thermique.

A titre d'illustration, rappelons que la simple commande d'une turbine à gaz est soumise à un délai de livraison de cinq ans. Face à l'urgence, l'énergie propre est donc la seule voie efficace.

L'argent est plus fort que les lois

On a parfois tendance à l'oublier, même en Europe, mais le monde ne se résume pas aux Etats-Unis. Il ne faut donc pas surestimer l'importance au niveau global du coup de frein américain. Tout d'abord, parce que, outre des raisons idéologiques, la position de Donald Trump s'explique en bonne partie par le fait que les Etats-Unis disposent d'une forte capacité de production de pétrole et de gaz naturel.

Les énergies propres sont les moins chères et il ne fait guère de sens économique d'y renoncer

Tel n'est de loin pas le cas en Europe, où le passage à des énergies renouvelables est aussi une garantie d'indépendance, comme le choc énergétique qu'a constitué la guerre en Ukraine l'a rappelé de façon brutale. Malgré la montée de la droite dure en Europe, il est donc peu probable que les ambitions du Green New Deal soient remises en cause de façon importante.

Mais le principal atout des énergies renouvelables tient tout simplement dans leur coût plus avantageux. Car si la survie de ces industries dépendait totalement des subventions publiques lorsqu'elles étaient naissantes, tel n'est plus le cas aujourd'hui. De fait, le coût minimum actualisé du mégawattheure *(Levelized Cost of Energy)* sans subventions est de 27 dollars pour une ferme éolienne onshore et de 29 dollars pour une centrale solaire. Il grimpe à 45 dollars pour une installation à cycle combiné au gaz et à 69 dollars pour l'électricité issue du charbon, pour exploser à 142 dollars pour une centrale nucléaire. Les énergies propres sont ainsi aujourd'hui sans conteste les moins chères et il ne fait donc guère de sens économique d'y renoncer.

Si le pouvoir politique propose, ce sont finalement les entreprises et les particuliers qui disposent. Or, de très nombreuses sociétés présentes au niveau mondial ont pris des engagements forts pour réduire leurs émissions. Que ce soit par pur souci éthique, pour répondre aux attentes des consommateurs ou pour éviter des taxes carbone, elles ont souvent entrepris des programmes à long terme, qu'elles n'ont guère intérêt à remettre en cause dans une vision court-termiste.

On en voit concrètement l'illustration avec l'accord qu'a conclu il y a quelques jours Microsoft au Brésil afin d'acquérir des crédits carbone dans le cadre d'un projet de reforestation d'une surface équivalente à trois fois la ville de Paris.

Et si les Etats-Unis renoncent à leur rôle de précurseurs, ce sont la Chine et l'Union européenne qui vont assumer le leadership dans la lutte contre le changement climatique et ainsi garder sur les rails la transition énergétique mondiale. De fait, la Chine a investi plus de 34 milliards de dollars dans des projets climatiques et a déjà atteint avec six ans d'avance son objectif d'émissions pour 2030. On peut donc espérer que, poussé par un sursaut d'orgueil national, Donald Trump ne voudra pas longtemps faire figure de mauvais élève.